

GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N^o 5.976^{Ch}

Réseau *Sud-Est*

(Service *Agent*)

Loyers
- Eau

OBJET DE LA CONSULTATION

M. Duvergey, employé à Dijon, qui,
en l'absence d'un compteur divisionnaire d'eau,
se plaint de payer plus que sa consommation
personnelle, demande s'il peut exiger de son
propriétaire un forfait ou l'établissement
d'un compteur.

Références : *Dⁿ 4.142^{Ch}*

Observations :

Dⁿ N^o 5.976^{Ch}
Aff. :

18 Mars

x42

SJ

5976 Ch

ADMINISTRATIVE DU MINISTRE

Monsieur Paul DUVERGEY
Employé au Bureau Comptable du Groupement d'Entretien
de Dijon

Gare de DIJON-VILLE

En réponse à votre lettre du 5 mars courant, reçue le 11, je vous informe que le fait qu'un acte a été rédigé sur papier libre quand il aurait dû l'être sur papier timbré, s'il peut entraîner la perception d'une amende fiscale en cas de production en justice, n'influe en rien sur la validité des engagements souscrits.

Votre engagement de payer le tiers de la consommation d'eau de la maison dont vous êtes locataire est donc parfaitement valable; et il ne me paraît pas que vous puissiez vous refuser à payer la part vous incombant en vertu de ce mode de répartition qui a un caractère forfaitaire, alors que vous n'êtes d'ailleurs pas à même d'établir le chiffre exact de votre propre consommation.

Cette preuve ne pourrait être faite qu'au moyen d'un compteur divisionnaire individuel, dont vous envisagez d'ailleurs l'installation; mais cette installation devrait être réalisée à vos frais, et non à ceux de votre propriétaire.

D'autre part, je ne vois pas la possibilité pour vous d'exiger de votre propriétaire qu'il soit fixé une somme déterminée pour la consommation d'eau. En effet, tant que votre contrat ne sera pas dénoncé, votre propriétaire sera en droit de s'en tenir aux

...

clauses de l'acte et il pourra se refuser à tout arrangement qui ne lui fournirait pas la garantie suffisante d'être remboursé de votre consommation effective.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : de CAQUERAY

Monsieur le Chef du Contentieux
Compagnie des Chemins de Fer de l'Etat
de Dijon

Gare de Dijon-Ville

La réponse à votre lettre du 5 mars courant, reçue le 11, a été informée que la lettre du 11, n'a été reçue que par erreur dans le bureau de l'Etat. Elle a été remise à l'administration de l'Etat, et l'administration de l'Etat a été informée de la réception de la lettre du 11. Elle a été remise à l'administration de l'Etat, et l'administration de l'Etat a été informée de la réception de la lettre du 11.

Votre engagement de payer la somme de la consommation d'eau de la maison dont vous êtes locataire est donc parfaitement valable; et il ne me paraît pas que vous puissiez vous refuser à payer la somme de la consommation d'eau de la maison dont vous êtes locataire. Vous devez payer la somme de la consommation d'eau de la maison dont vous êtes locataire.

Cette preuve ne pourrait être faite qu'en moyennant un certain dividende individuel, dont vous ne pouvez pas bénéficier; mais cette preuve ne peut être faite qu'en moyennant un certain dividende individuel, dont vous ne pouvez pas bénéficier.

D'autre part, je ne vois pas la possibilité pour vous d'obtenir de votre propriétaire qu'il soit fixé une somme déterminée pour la consommation d'eau. En effet, tant que votre contrat ne sera pas dénoncé, votre propriétaire sera en droit de s'en tenir aux

Dr. S. J.
N° 5.976 ch

Monsieur Paul Duvergey
Employé au Bureau comptable
du Groupement d'Entretien de Dijon
Gare de Dijon-Ville

Vu
ly

En réponse à votre lettre
du 5 mars courant, reçue le 11, je vous
réponds que le fait qu'un acte a été rédigé
sur papier libre quand il aurait dû l'être sur papier
timbré, ne peut entraîner la perception
d'une amende fiscale en cas de production
en justice, ni influer en rien sur la validité
des engagements souscrits.

~~Des lors, votre engagement de~~
~~vous payer le tiers de la consommation~~
~~d'eau de la maison dont vous êtes locataire~~
est donc parfaitement valable; et il ne me
paraît pas que vous puissiez vous refuser
à payer la part ^{incombant} que vous ~~portez~~ en vertu
de ce mode de répartition, ^{d'autant} plus que vous
n'êtes pas à même d'établir le chiffre exact
de votre propre consommation.

Cette preuve ne pourrait être
faite qu'au moyen d'un compteur additionnel
individuel, ^{dont vous pourriez d'ailleurs s'installer} ~~mais cette installation de compteur serait un~~
~~peu coûteuse~~ ^{peut-être} ~~à vos frais~~, et un ^{à vous} ~~à vous~~ ^{à vous} ~~à vous~~
frais de propriétaire.

D'autre part, je ne vois pas la
possibilité pour vous d'exiger ~~de votre propriétaire~~
~~un contrat~~ ^{de votre propriétaire} ~~qui vous garantirait~~
~~de tout refus de payer~~ ^{un tel arrangement}
qui ne lui fournirait pas la garantie
suffisante d'être remboursé de votre
consommation effective.

Le Chef de Contentieux,

+
qui a un caractère forfaitaire

+
qui il soit fixé une somme
déterminée ^{pour la consommation d'eau} ~~par l'effet~~ ^{tant}
que votre contrat ne sera
pas dénoncé, votre propriétaire
aura eu droit de s'en tenir aux
clauses de l'acte et il pourra se
refuser à tout

DIJON, le 5 Mars 1942



Monsieur,

J'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance l'obtention de quelques renseignements au sujet d'un différent que j'ai avec mon propriétaire.

J'ai loué un appartement le 1er Décembre 1940 et comme j'étais assez pressé je n'ai pas remarqué à ce moment là les difficultés qui résulteraient de la disposition même de la maison.

Lorsque j'ai loué ce logement, mon propriétaire m'a fait signer une déclaration sur papier libre comme quoi je m'engageais à payer le tiers de la consommation d'eau de la maison. Comme nous étions trois locataires je n'ai fait aucune objection; je n'ai pas réfléchi que l'un d'eux tenait un Café Restaurant et par conséquent consommait beaucoup d'eau. Etant donné que cette pièce est établie sur papier libre je pense qu'elle n'a aucune valeur

Le 1er Décembre 1941 mon propriétaire m'a avisé que j'étais redevable d'une somme de 135 Frs, pour consommation d'eau, soit le tiers de la facture qui est établie pour les trois locataires puisqu'il n'y a qu'un seul compteur : 405 Frs (324 M³). Comme nous avons protesté, le locataire du 1er et moi, le propriétaire a bien voulu ne nous faire payer que le quart de

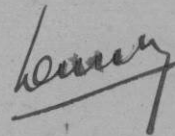
M. Chavannes
11-3-42

de la facture c'est à dire 101 Frs environ.

Je n'ai pas insisté, ne sachant pas si j'étais dans mon droit ; aussi je vous serais très reconnaissant si vous vouliez me renseigner sur quelques points.

1°) N'ayant pas de compteur, ne suis-je pas en droit d'exiger de mon propriétaire un forfait pour ma consommation d'eau: 40 Frs par exemple (Un ménage à DIJON consommant en moyenne de 30 à 40 Frs d'eau).

2°) Dans le cas où mon propriétaire refuserait ne pourrais-je pas exiger qu'il me fasse poser un compteur personnel et ceci pour ne payer que ce que je dois et pour bénéficier de la concession d'eau que la Ville accorde à chaque consommateur (possédant un compteur).



DUVERGEY PAUL

Employé au Bureau Comptable

du Groupement d'entretien de DIJON

Gare DIJON-VILLE